

Cfdt:

ÉCLAIRAGE #12

**OCTOBRE
2025**

AGRI • AGRO

PRODUC • TRANSPO • SERVICES

LA STRATÉGIE NATIONALE POUR L'ALIMENTATION, LA NUTRITION ET LE CLIMAT (SNANC)



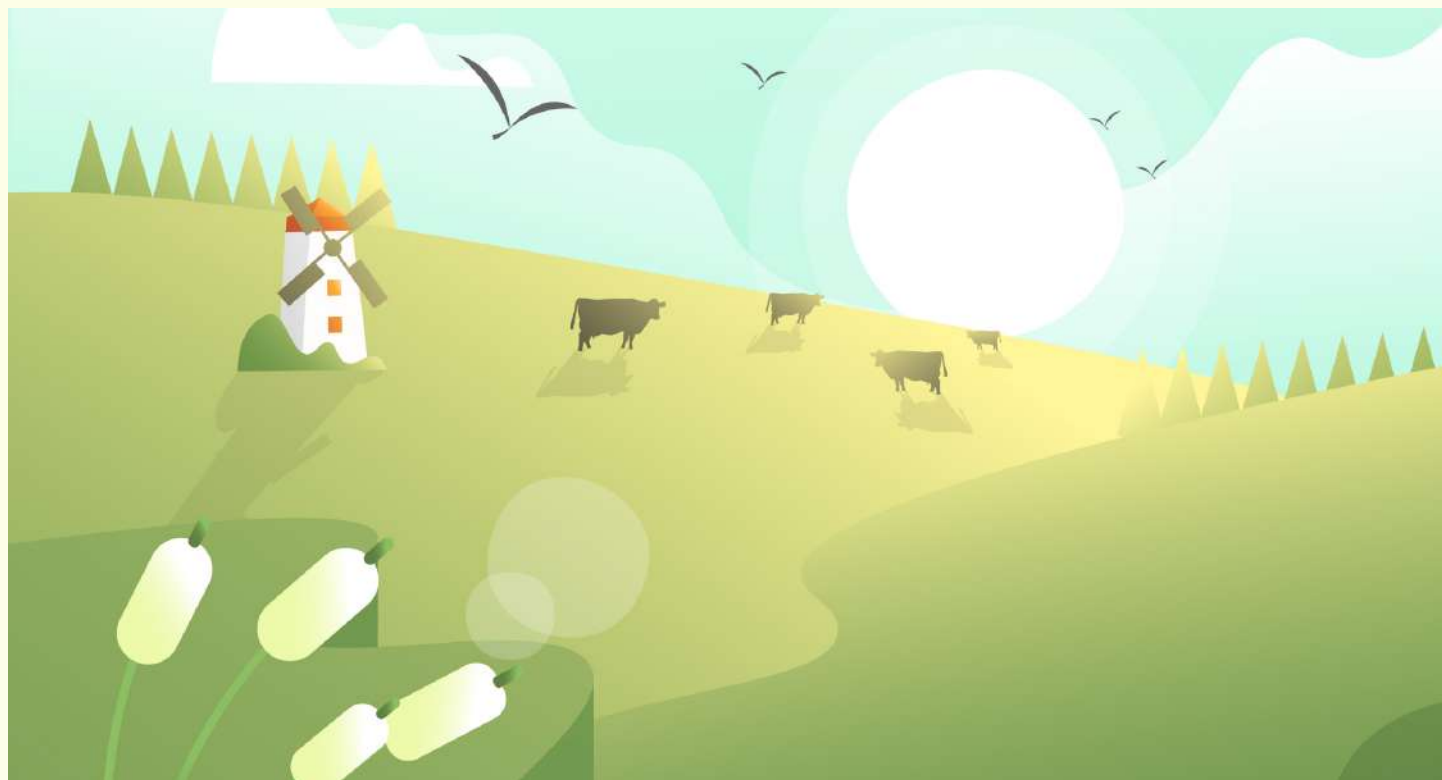
Sommaire

• Édito	3
• Présentation de la SNANC	4
• Pourquoi la CFDT Agri-Agro s'engage pour sa publication	5
• Notre système alimentaire doit évoluer	5
• Les propositions de la CFDT Agri-Agro	6
• Développer les filières territoriales	6
• Accompagner les acteurs	6
• Du social dans mon assiette	7





Vous trouverez ici un éclairage synthétique présentant la SNANC, le positionnement et les propositions de la CFDT Agri-Agro.



Présentation de la SNANC

Issue des propositions de la Convention citoyenne pour le climat et définie par la loi Climat-Résilience, la Stratégie nationale de l'alimentation, de la nutrition et du climat (SNANC) définit la politique publique pour une alimentation saine et durable pour tous à l'horizon 2030.

Ses orientations seront déclinées de manière opérationnelle par les prochains "Programme national nutrition santé (PNNS 5)" et "Programme national de l'alimentation (PNA 4)" sur la période 2025-2030.

Elle a été élaborée par les ministères chargés de l'Agriculture, la Santé et l'Environnement, sur la base des contributions du Conseil national de l'alimentation (où siège la CFDT Agri-Agro), du Haut Conseil de la santé publique, des agences et organismes d'expertise ainsi que des contributions spontanées de parties prenantes, dont la société civile.

La stratégie a pour but d'atteindre les objectifs liés aux enjeux économiques, environnementaux, sanitaires et sociaux de l'alimentation et la nutrition, qui sont définis dans les engagements internationaux, européens et nationaux, dans le cadre législatif ou les plans et stratégies existantes. Ces objectifs sont notamment la promotion d'une alimentation favorable à la santé et respectueuse de l'environnement, la réduction des inégalités d'accès à une

alimentation saine et durable, la promotion de la souveraineté alimentaire (autonomie des systèmes alimentaires, ancrage territorial de l'alimentation), des conditions de production économiquement et socialement acceptables, la qualité organoleptique des aliments, mais aussi la déclinaison territoriale de ces objectifs.

Les leviers d'action identifiés par la stratégie se regroupent en quatre axes :

- une gouvernance coordonnée des politiques en lien avec l'alimentation, la santé et l'environnement à toutes les échelles et une action au niveau des territoires, avec, par exemple, le renforcement des projets alimentaires territoriaux ;
- l'accès pour tous à des environnements alimentaires et nutritionnels de qualité et durables, avec, par exemple, la réduction de la publicité pour les produits non respectueux de la santé et de l'environnement, la diversification des sources de protéines, des engagements de la transformation, de la distribution et de la restauration commerciale sur la qualité nutritionnelle et la durabilité, l'accessibilité physique et financière d'une offre alimentaire saine et durable, ou encore le partage équitable de la valeur le long de la chaîne alimentaire ;
- l'accompagnement des comportements et des régimes alimentaires durables favorables à la santé et à l'environnement ;
- le développement de la recherche, de l'expertise et de l'évaluation pour une transition des systèmes alimentaires.

Pourquoi la CFDT Agri-Agro s'engage pour sa publication

Notre système alimentaire doit évoluer

La prise en compte des limites planétaires s'impose à tous, encore plus dans nos secteurs qui travaillent sur le vivant : effets du réchauffement climatique, ressources en eau, impacts de l'usage de produits chimiques (phytosanitaires, vétérinaires et engrais) sur le milieu et la santé humaine.

Depuis des années les recommandations scientifiques, que ce soit sur l'aspect santé publique ([Plan National Nutrition Santé](#)) ou climatique ([rapport du Haut Conseil pour le Climat](#)) appellent à un rééquilibrage de l'assiette, entre consommation de légumes, céréales, légumineuses, fruits et fruits à coques et consommation de viande, en particulier de viande bovine, et de charcuterie.

Les cheptels bovins et porcins baissent en France et en Europe. Toutefois la consommation de viande a cessé de baisser.

Cela montre l'importance de travailler sur la consommation. En volaille par exemple, la consommation augmente fort mais avec plus de 50 % de viande importée. Il est illusoire de penser qu'on peut développer l'élevage pour se substituer aux

importations. Relevons que ces importations de viande sont soutenues par la restauration hors foyer et les plats transformés, dont la composition ou l'origine de la viande ne sont pas toujours connus ou indiqués.

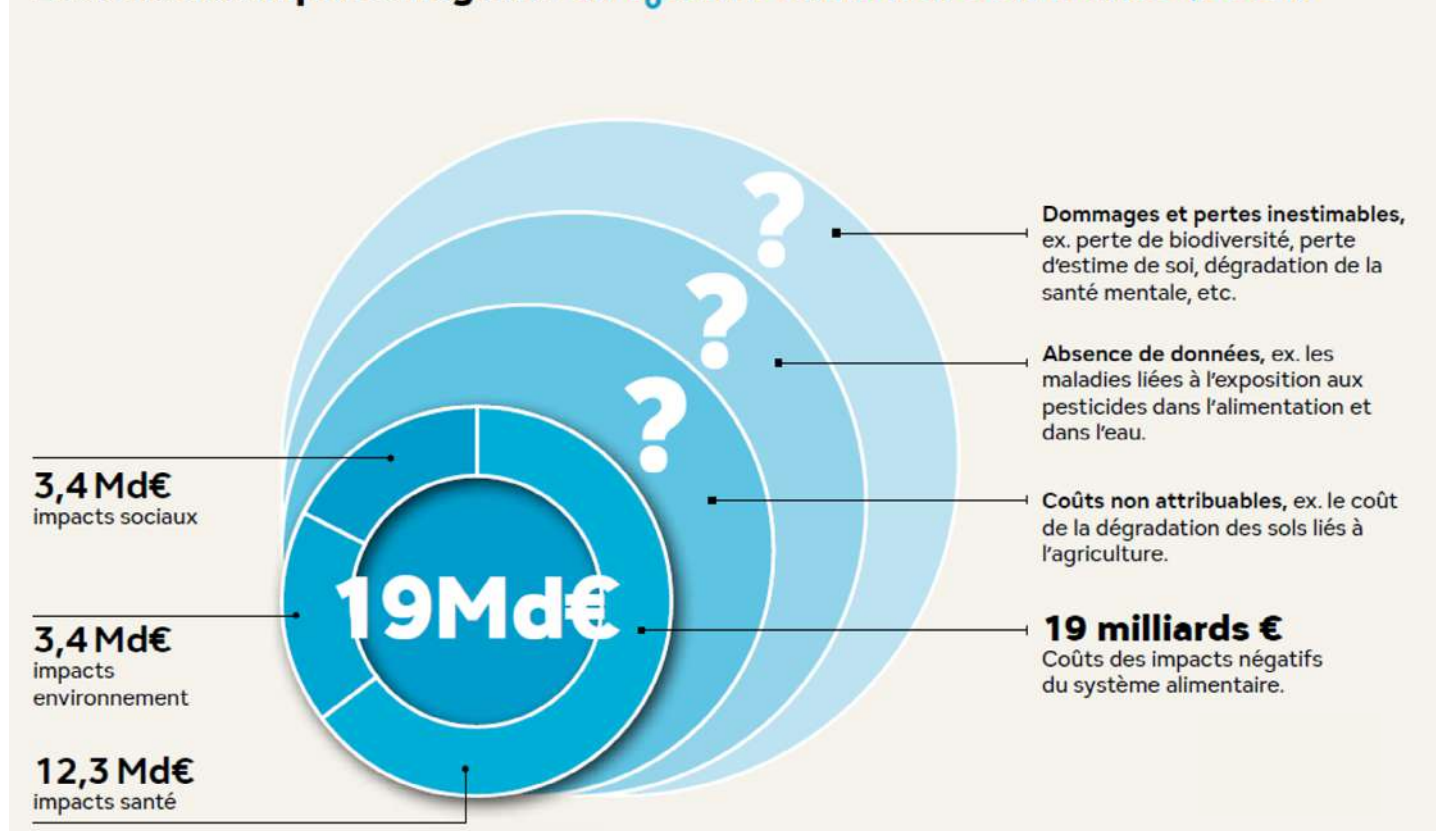
En outre les secteurs de la production agricole et de l'industrie de transformation peinent à trouver de la main d'œuvre, en raison de leur manque d'attractivité.

Ce système alimentaire occasionne de très importants coûts cachés, pris en charge par la collectivité. Autrement dit, les soutiens publics sont mobilisés pour soutenir à bout de bras ce système au lieu d'engager la transition.

Ainsi, poursuivre la voie actuelle n'est pas tenable. Nous devons anticiper, faire évoluer durablement la filière alimentaire, nos branches et nos entreprises, notamment le secteur de la viande, la filière fruits et légumes et la production de légumineuses. Cela nécessite une stratégie, une cohérence des politiques publiques, un accompagnement des acteurs économiques, des salariés.

C'est tout l'objet de la Stratégie nationale pour l'alimentation, la nutrition et le climat.

Le coût des impacts négatifs du système alimentaire en France (2021)



gé pour définir les orientations conduisant à une transition écologique juste du territoire (au niveau alimentaire) qui prend en compte les différents enjeux, tant économiques que sociaux et environnementaux. La CFDT Agri-Agro, associée à la CFDT Pays-de-la-Loire, mène actuellement une telle étude sur la filière alimentaire de Vendée, réalisée par Syndex.

Un second temps s'attachera à soutenir l'émergence de nouvelles filières territoriales. Lors de cette phase, l'accompagnement des acteurs peut comprendre le temps d'animation pour initier ces nouveaux partenariats, l'ingénierie pour les structurer, le soutien financier pour les éventuels investissements et pour sécuriser la phase de transition, les dispositifs de transition professionnelle pour les salariés le cas échéant.

Du social dans mon assiette

Le développement de l'emploi de qualité est le fondement de notre action. Les travailleurs sont également les premiers concernés par la transition écologique, avec les entreprises qui doivent s'adapter. Dans son [Manifeste pour la transition écologique juste](#), la CFDT énonce que « *la transition juste est la seule voie de passage des transformations écologique (...) Elle repose sur deux piliers : l'impératif de justice sociale et de démocratie.* »

Les salariés sont acteurs de ces transformations. Avec leurs représentants, ils doivent être associés à leur élaboration et leur mise en œuvre, au niveau des territoires, des filières, des branches et des entreprises.

Dans nos secteurs agricoles et agroalimentaires qui bénéficient d'importants financements publics (subventions agricoles, exonérations de cotisations patronales, aides de crise...), les politiques publiques doivent soutenir la transition écologique juste et l'emploi de qualité.

L'instauration de conditionnalités sociales et environnementales permettra de réorienter ces fonds vers le soutien à un système alimentaire durable, dans ses trois composantes : économique, sociale, environnementale.

Enfin, [la prise en compte de critères sociaux dans les certifications de produits alimentaires](#) permettra de soutenir ce changement de cap, en valorisant les entreprises, les démarches, qui s'engagent pour des hautes exigences sociales. L'objectif étant qu'elles deviennent la norme !

